



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

avenir du transport ferroviaire

Question au Gouvernement n° 614

Texte de la question

AVENIR DU TRANSPORT FERROVIAIRE

M. le président. La parole est à M. Éric Coquerel, pour le groupe La France insoumise.

M. Éric Coquerel. Monsieur le Premier ministre, ma question porte elle aussi sur le rapport Spinetta. C'est vrai, les trains de voyageurs sont aujourd'hui plus chers, plus lents sur certaines lignes Intercités, moins à l'heure, connaissent plus de problèmes techniques et desservent moins de gares et de lignes qu'il y a trente ans. Quant au fret ferroviaire, il a pratiquement disparu au profit du tout camion.

Est-ce à cause des éléments pointés par ce rapport ? Est-ce à cause du statut des cheminots, que vous attaquez une fois de plus en les jetant à la vindicte populaire avec des mensonges éhontés, concernant des primes inventées et des salaires prétendument mirifiques – alors qu'ils n'excèdent que de 100 euros le salaire médian français –, ou bien un régime de retraite déjà écorné en 2008 ? Est-ce à cause de la dette ? Celle-ci provient en grande partie de la création même de la SNCF, du désinvestissement de l'État, de la politique du tout TGV et enfin de la gabegie qu'a constitué la séparation entre le rail et le roulant. Est-ce à cause des petites lignes, alors que vous avez déjà fermé nombre d'entre elles au nom de la rentabilité ? Des centaines de milliers de Français n'ont plus de gare et attendent toujours les cars Macron, qui ne s'arrêtent pas chez eux puisqu'ils n'ont aucun intérêt financier à le faire.

Ce rapport passe à côté de vraies questions, que vous devriez vous poser. À l'heure où le réchauffement climatique devrait nous conduire à privilégier toujours le transport le plus écologique, comment comprendre qu'un rapport conseille le recours à la route ? À l'heure où coexistent des mégapoles qui se développent de façon inconsidérée et des régions toujours plus oubliées de la République, comment ne pas voir que le train reste un outil essentiel pour l'aménagement du territoire ? Plus que jamais, le train devrait être un service public au service de l'intérêt général et non de la rentabilité à court terme.

Monsieur le Premier ministre, ne préparez-vous pas la casse du service public ferroviaire, au nom de l'ouverture à la concurrence, que presque tous les partis représentés ici ont acceptée, au Parlement européen, lors de l'adoption des différents paquets ferroviaires ? En outre, de quel droit vous préparez-vous à privatiser un bien de la nation ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur quelques bancs du groupe NG.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre chargée des transports.

Mme Élisabeth Borne, ministre chargée des transports. Monsieur Coquerel, personne ne met en cause les cheminots ! (« *Si ! Castaner !* » sur les bancs du groupe FI.) J'ai répété à l'instant que je connais leur attachement à leur mission de service public. Je connais leur implication au quotidien, dans des tâches souvent compliquées. Personne ne met en cause les cheminots ! (Mêmes mouvements.)

Je ne peux pas laisser parler de casse du service public. C'est le *statu quo* qui met en danger le service public. (Applaudissements sur les bancs du groupe REM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.)

M. Pierre-Yves Bournazel. Bravo !

Mme Élisabeth Borne, ministre. Au cours des dix prochaines années, monsieur le député, nous allons investir 36 milliards d'euros pour remettre à niveau le réseau : ce seront 10 millions d'euros par jour pendant dix ans, soit 50 % de plus que ce qui a été fait au cours des dix dernières années. Jamais le volume d'argent consacré au service public ferroviaire n'a été aussi important, et le service public le vaut bien.

Il nous faut désormais repenser le mode de fonctionnement de tout le système ferroviaire, au bénéfice de nos concitoyens et dans le respect des cheminots. C'est bien le sens du diagnostic global réalisé par Jean-Cyril Spinetta, qui en aucun cas n'envisage la privatisation du service public ferroviaire, auquel, comme vous, je suis très attachée. (Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM.)

Données clés

Auteur : [M. Éric Coquerel](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 614

Rubrique : Transports ferroviaires

Ministère interrogé : Transports

Ministère attributaire : Transports

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 février 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 février 2018](#)